

Analyse des restitutions des consultations citoyennes 2018 organisées par les Maisons de l'Europe

I. Quelques chiffres

- 148** Événements labellisés consultations citoyennes par les Maisons de l'Europe
- 23** Événements organisés en partenariats
- 32** Maisons de l'Europe participantes, ainsi que la Fédération Française des Maisons de l'Europe.
- 7880** Personnes de publics divers ont participé aux événements
- 90.000** Personnes sensibilisées via le partage du formulaire en ligne des consultations citoyennes

II. Thèmes principaux

Différents sujets ont été abordés durant les consultations citoyennes, on peut les classer en 9 thèmes principaux :

- L'information et les médias
- La citoyenneté et les élections européennes
- L'immigration et la défense
- La gouvernance et le fonctionnement de l'Union européenne
- L'agriculture et l'alimentation
- L'Europe sociale et fiscale
- Le développement durable
- L'éducation et la mobilité
- La technologie et le numérique

Il s'agit ici de faire un recensement des différentes propositions et questions émises par les citoyens, classées selon ces thèmes.

Principaux problèmes soulevés

- Le plus gros problème soulevé lors des consultations citoyennes est l'opacité de l'Union européenne, ses lacunes en termes de communication et le manque de visibilité de ses actions. Cet état de fait ne permet pas aux citoyens de développer un sentiment d'appartenance à l'Europe. L'accès à l'information est considéré comme très difficile par la plupart des participants, et il en résulte un sentiment d'opacité et de déficit démocratique.

- Une autre grande interrogation concerne le poids et l'impact des lobbies au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'une grande inquiétude de la part des citoyens qui souhaiteraient qu'il y ait une véritable politique européenne à ce sujet.
- Un autre questionnement est de savoir comment « construire ensemble », avec tant de différences culturelles, et sachant que les Etats Membres n'ont pas les mêmes priorités. Les visions de l'Europe et les solutions apportées aux mêmes problèmes diffèrent d'un pays à l'autre, et il en va de même dans les contributions aux consultations, où certains réclament plus de fédéralisme, quand d'autres souhaitent construire mais pas avec tout le monde. « Unie dans la diversité » est une belle devise, mais sa mise en œuvre concrète suppose une meilleure connaissance réciproque.
- Enfin, au fil des propositions, on peut constater que certaines demandes correspondent à des dispositifs déjà existants (mais pas connus), et que beaucoup d'autres relèvent davantage ou uniquement de la compétence des institutions nationales, et pas de celles de l'Union européenne. Là encore, déficit d'information.

1. L'information et les médias

- Les citoyens aimeraient un traitement plus important des questions européennes dans les médias. Bien que pour beaucoup les médias aient leur part de responsabilité, cela n'exempte pas l'Union européenne de développer une communication à part entière, en multipliant les campagnes, et en ayant plus de transparence et de visibilité quant à son financement et aux actions qu'elle mène.
- L'idée d'un média uniquement consacré à l'Union européenne (chaîne de télé par exemple) a été suggérée à de nombreuses reprises.
- Ce qui améliorerait l'image de l'Europe serait d'avoir une plus grande visibilité sur les projets qu'elle finance dans les territoires.
- Créer un statut de journaliste européen, ainsi que réglementer les médias au niveau européen.

2. Citoyenneté et élections européennes de mai 2019

Citoyenneté et valeurs européennes

- Afin de renforcer le sentiment d'appartenance, les citoyens proposent :
 - o La création d'un passeport ou d'une carte d'identité européenne, ou du moins une harmonisation.
 - o La création d'équipes sportives européennes.
 - o Généraliser le visionnage de film en VO.
- Il faudrait plus d'actions communes et d'interactions entre les différents pays membres.
- Avoir une langue commune à l'Union européenne.
- Développer et promouvoir des symboles européens.

Elections européennes

- Il faut plus d'engagement au niveau national pour informer les citoyens sur les questions européennes, ainsi qu'une meilleure implication des élus.
- Organiser des référendums sur de grands sujets, afin de déterminer les lignes directrices européennes.
- Plus de pédagogie sur les futures élections, afin de ne pas mélanger les enjeux européens et nationaux.
- Rendre le vote obligatoire.
- Les personnalités choisies pour se présenter aux élections européennes sont un « recyclage » de personnalités battues au niveau national, c'est un problème, il est nécessaire d'avoir des personnes réellement investies, et non des personnes pour qui c'est un second choix.
- Il y a trop d'absentéisme au niveau des eurodéputés.
- Réduire les sièges des députés des pays où la participation est en dessous de 50%.
- Créer des listes transnationales.
- Créer un kit pédagogique sur les élections.
- Intégrer des influenceurs dans la campagne pour les élections.
- La campagne électorale doit être claire et visible.

3. L'Europe dans le monde: immigration, défense et sécurité (politique extérieur)

Immigration

- Une proposition qui est revenue de manière quasiment systématique est d'améliorer et soutenir la situation dans les pays d'origines des migrants.
- Il est nécessaire d'avoir une vraie politique en matière d'asile
 - o Principe de solidarité entre Etats membres.
 - o Système de quotas par pays en fonction de leur capacité d'accueil.
- Il faut une meilleure prise en charge des migrants du point de vue médical.
- Dispenser des cours de français une fois en France.
- De manière générale, les Etats doivent avoir une meilleure anticipation de l'immigration.

La Défense et politique extérieure

- On a besoin de lignes directrices communes européennes en matière de défense.
- Créer un Conseil de sécurité européen.

- Supprimer l'OTAN, ou sans aller aussi loin, les citoyens interrogés semblent avoir une mauvaise image de l'OTAN, et souhaitent s'en détacher ou du moins prendre certaines distances et lui retirer sa souveraineté en matière de défense.
- Il faut réduire les interventions militaires, notamment au Moyen-Orient et en Afrique, car nous manquons de moyens.
- Intégration de la Russie dans l'espace de défense. Il s'agit d'un sujet qui divise, certains souhaitent s'en rapprocher, d'autres au contraire avoir une défense plus indépendante des grandes puissances comme les Etats-Unis ou la Russie.
- La lutte contre le terrorisme et la radicalisation doit être une priorité pour l'UE.
- Créer un Corps de garde européen afin de garder et renforcer les frontières extérieures (ou en tout cas plus de coordination entre états).
- Malgré le Brexit, il est important de garder une relation avec le Royaume-Uni.

4. L'unité de l'Europe : Gouvernance et fonctionnement de l'Union

- L'UE doit être plus accessible, et moins bureaucratique, on a besoin d'une simplification des procédures.
- L'administration européenne est perçue comme opaque et très compliquée.
- Organiser une ouverture plus régulière des institutions aux citoyens.
- Il faut inclure plus le citoyen dans le processus décisionnel (l'initiative des consultations citoyennes est perçue positivement).
- L'UE doit être moins dans l'interdiction et plus dans une dynamique d'actions.
- Certains désirent aller vers une Europe plus fédérale. Une proposition qui est souvent revenue est la création d'un gouvernement européen avec à sa tête un président de l'Europe.
- Dans le but d'avoir une Europe avec plus d'organes démocratiques, il faudrait que les présidents de la Commission et du Conseil soient démocratiquement élus.
- L'UE devrait disposer d'un réel pouvoir de contrainte en cas de non-respect de sa politique ou des droits fondamentaux.
- Un problème qui a été soulevé de nombreuses fois est celui de l'unanimité qui est perçue comme un frein. Le processus décisionnel est perçu comme non efficace, et ne permet que des demi-réformes.
- L'Europe devrait avoir plus de compétences en matière de :
 - Immigration
 - Transport
 - Fiscalité
- Accroître le budget européen, afin que l'UE puisse agir de manière plus efficace.

- Organiser un référendum dans chaque pays, afin de vérifier l'adéquation des Etats membres avec les valeurs européennes.
- Renforcer les pouvoirs du Parlement européen.
- Se doter d'un ministre européen des affaires étrangères.
- Revenir au noyau des 6 pays de l'UE, ou créer une Europe à deux vitesses, et construire avec les pays qui le veulent vraiment.
- La France pourrait céder son siège au Conseil de sécurité de l'ONU à l'UE.
- Besoin de plus de structures locales, pour que l'Europe soit présente et visible au niveau local.
- Mise en avant d'une Europe politique et pas uniquement économique.

5. Agriculture et alimentation

- L'idéal serait que les citoyens acceptent de payer plus pour que les agriculteurs aient des revenus plus rémunérateurs.
- Il faudrait une harmonisation des labels et de l'étiquetage.
- Baisser la TVA/les charges si les exploitations sont écoresponsables.
- On a besoin de plus de transparence sur les origines, la qualité des produits, ainsi que sur le mode d'élevage et d'abatage.
- On devrait pouvoir établir une traçabilité des produits.
- Favoriser les circuits courts.
- Développer l'agriculture biologique.
- Instaurer une préférence communautaire en matière agricole.
- Plus de visibilité pour les produits « Made in France ».
- Mieux répartir la PAC, elle doit prioritairement être attribuée aux agriculteurs, et non à des grands groupes de l'agro-alimentaire.
- Mettre plus de taxes sur les produits importés dans l'UE.
- Plus de transparence quant à la qualité de l'eau dans les pays de l'UE, et publier officiellement des analyses quant à sa qualité.
- Valoriser les services non-marchand que rendent les agriculteurs.

6. L'Europe sociale et fiscale

Mesures sociales

- L'Europe a besoin d'une harmonisation des mesures sociales : socle de droits sociaux communs garantis.
- Création d'un SMIC européen, harmonisation des salaires, ou création d'un revenu de base universel.
- Harmonisation des retraites : uniformiser l'âge de la retraite, ainsi qu'un revenu minimum.
- Création d'un revenu universel.
- Lutter contre le dumping social.
- Créer une inspection européenne du travail.
- Avoir une réglementation au niveau des logements, afin de permettre à tous d'avoir un logement digne.
- Renforcer les liens entre les syndicats européens et nationaux.
- Permettre l'aide à domicile peu importe les conditions financières.

Santé

- La carte européenne d'assurance maladie devrait être permanente.
- On a besoin d'une harmonisation au niveau des soins, du protocole et des prestations de santé (service minimum garanti).
- Droit européen à l'avortement.
- Développer la prévention.
- S'assurer qu'il y ait un accès égal aux soins de santé dans tous les pays de l'UE.

Mesures fiscales

- Harmonisation des mesures fiscales dans l'UE.
- Lutte contre la corruption.
- Lutte contre la fraude fiscale, et les paradis fiscaux.
- Instaurer une taxe sur les transactions financières à partir de certains montants.
- Lutte contre les lobbies : il faut cadrer leurs actions et limiter leur impact.

7. Développement durable en Europe

- Obliger les Etats Membres à appliquer réellement les accords de Paris.
- Développer et soutenir les initiatives de développement des énergies renouvelables.
- Développer des normes strictes et communes en matière environnementale. Il est nécessaire de soutenir plus nettement la transition écologique.
- Lutter contre les pesticides et les produits toxiques.
- Encourager le tourisme écoresponsable.
- Créer un passeport carbone.
- Instaurer le tri des déchets obligatoire, consigner les bouteilles en verre, mettre en place des composteurs. De manière plus générale, réduire les déchets et cesser le suremballage.
- Créer plus d'espaces verts et mettre plus de poubelles dans les espaces publics.
- Diminuer les éclairages nocturnes.
- Investir dans des transports respectueux de l'environnement, et encourager l'utilisation de la voiture électrique.
- Développer d'autres moyens de transports plus verts, et les transports ferroviaires.
- Créer un fonds européen pour l'environnement.
- Avoir une politique énergétique européenne, notamment par le biais d'une réelle politique européenne visant à réduire les gaz à effet de serre.
- Réduire l'agriculture intensive.
- Instaurer des quotas sur la pêche.
- Protéger la biodiversité et nettoyer l'océan.
- Encourager l'utilisation de panneaux solaires, ainsi que l'isolation des logements.
- Instaurer une ou plusieurs journée(s) sans voiture dans l'année.
- Taxer les entreprises qui utilisent des matériaux nuisibles pour l'environnement.

8. Education et mobilité

Education

- L'UE et son fonctionnement sont perçus comme opaques, et les citoyens manquent d'information. Il y a donc un réel besoin de pédagogie. Il faut apprendre l'Europe à l'école, avec plus d'interactivité. Il faut inclure l'étude de l'Europe dans les programmes scolaires, via des modules communs adaptés à chaque âge.
- Harmonisation des diplômes (cette proposition est ressortie à de nombreuses reprises).

- Plus d'harmonisation dans le système éducatif (quant aux programmes).
- Accès équitable à l'éducation partout dans l'Union.
- Quant aux langues, il y a une demande d'un meilleur apprentissage et plus tôt dans le parcours scolaire.
- Il faut favoriser les voyages scolaires et les festivals interculturels.
- Développer plus de formations pour les adultes.
- Créer un espace culturel européen.
- Créer un service civique européen obligatoire de 3 mois.
- Valoriser les stages européens.

Mobilité

- Développer le pass interrail et lui donner plus de visibilité.
- Favoriser les stages et la mobilité européenne, et multiplier les partenariats hors Europe.
- Erasmus+ : L'importance de ce programme a été soulignée dans de nombreuses consultations, et plusieurs propositions ont été soumises à ce propos :
 - Permettre une mobilité au niveau de l'emploi
 - Plus de moyens financiers, vu son importance
 - Diminuer la charge administrative
- La mobilité doit être un droit opposable pour les jeunes.

9. Technologie/ Numérique

- Inclure la technologie dans l'apprentissage scolaire.
- Garantir l'accès du numérique à tous.
- Inclure les acheteurs de données dans les normes de protection des données personnelles.
- Encadrer la publicité sur internet.
- Encadrer les réseaux sociaux :
 - Via une agence européenne spécialisée
 - Interdire les comptes anonymes
 - Instaurer un statut d'éditeur sur les réseaux
- L'UE doit continuer ses politiques de protections des données personnelles, et l'inscrire comme droit fondamental.
- Créer un moteur de recherche européen.
- Créer une agence européenne du numérique.

- Il faut également plus de formation, compte tenu de l'évolution technologique/numérique, et un accompagnement humain.

10. Autres

Fonds européens

Plusieurs consultations citoyennes ont souligné le fait qu'il y a un manque d'information et de transparence sur les fonds européens. Les citoyens réclament plus d'information sur les financements, et plus de visibilité quant à leur utilisation.

Aujourd'hui on ne sait pas ce que l'Europe finance. Ce serait positif pour l'UE d'avoir une communication claire à ce sujet, afin que les citoyens puissent voir ce que l'Europe fait de concret autour d'eux.

Situation dans le domaine carcéral

Plusieurs consultations ont eu lieu en prison, plusieurs propositions sur le milieu carcéral ont donc été soumises :

- Rendre obligatoire l'information autour du vote en prison (y compris sur les inculpations qui retirent le droit de vote).
- Harmoniser l'âge et les conditions de détention.
- Harmoniser et améliorer les programmes de réinsertion.
- Organiser des bureaux de vote en prison, afin que le vote pour les personnes détenues soit plus accessible.
- Instaurer des normes européennes sur l'hygiène en milieu carcéral, et les conditions de détention.

Autres

- Instaurer une préférence communautaire en matière commerciale.
- Mettre en place un permis de conduire européen.
- Harmoniser les normes concernant les transports routiers.
- Arrêter la délocalisation.
- Créer un statut juridique européen pour les associations.

III. Types de public

Les consultations citoyennes organisées par les différentes Maisons de l'Europe ont touché un public varié.

- Une trentaine de consultations ont été réalisées en milieu scolaire et étudiant, et ont touché environ 2000 jeunes.
- Huit consultations se sont déroulées en prison, et ont touché 86 détenus, femmes et hommes.
- Deux consultations ont été faites avec des demandeurs d'emploi, et ont touché une soixantaine de personnes.
- Une autre s'adressait à des primo-arrivants et a rassemblé 96 personnes.

Le reste des consultations a touché le grand public, aussi bien rural qu'urbain, en fonction de la localité des Maisons de l'Europe.

En ce qui concerne les tranches d'âge, bien que les participants aient majoritairement plus de 50 ans, les consultations citoyennes ont néanmoins rassemblé un public mixte avec un large éventail d'âges.

Les personnes qui se sont déplacées sont pour la plupart des personnes intéressées par les sujets européens, sans pour autant être europhiles, peu d'euroseptiques, beaucoup de personnes engagées, d'élus locaux, de membres d'associations, et dans une plus petite mesure des journalistes et des syndicats.

Ces consultations ont, à la quasi majorité, été perçues comme une initiative positive, qui a permis aux citoyens de s'exprimer.

Cette analyse a été réalisée sur la base des 144 restitutions qui ont été envoyées à la Fédération Française des Maisons de l'Europe. Les données des autres consultations citoyennes organisées par les Maisons de l'Europe n'ont pu être prises en compte, notamment concernant le nombre de personnes sensibilisées, car les informations n'ont pas été communiquées à la Fédération.